

FRANCOPHONIE ET LANGUES NATIONALES

Ces 20 dernières années ont été la période de croissance d'une politique de la Francophonie qui invite à réfléchir.

De simple agent de liaison entre les membres des institutions locutrices du français (universitaires, parlementaires, écrivains, opérateurs culturels) la Francophonie s'est muée en instrument de reconquête des vastes territoires perdus par la décolonisation.

Nous en résumons ici la théorie officielle¹ ; il s'agissait au départ de conjuguer les intérêts culturels et scientifiques de tous ceux « qui ont le français en partage ». A priori c'était très positif. C'était un lien intercontinental qui contribue à désenclaver notamment les pays du Sahel ou de l'Afrique centrale. Un appel d'air. Ainsi qu'une infinité d'occurrences à saisir pour les usagers multinationaux de cette langue : stages, congrès, échanges, publications, concerts, projets, prix, fêtes et festivals.

Nous fûmes heureux de voir un Michel Guillou, alors Recteur de l'Aupelf-Uref, accueillir avec enthousiasme l'élection de Tahar Ben Jelloun, Amin Maalouf et Patrick Chamoiseau au prix Goncourt, de glorifier « l'avenir de la francophonie qui est dans cette présence de l'universel, dans la conscience du multiple », et d'encourager « le lecteur qui choisit de ne pas s'enfermer dans la seule fréquentation de la littérature hexagonale »².

Et plus loin il citait encore des auteurs comme Ibrahima Ly, Hampaté Ba, Edouard Maunick, Abdourahmane Wabéri, Kateb Yacine.

Cette affirmation du plus grand angle de la francophonie et de sa vocation à embrasser des cultures et des langues différentes, sous la houlette débonnaire d'un français plus soucieux d'humanisme, indiquait peut-être un tournant dans la doctrine.

Le numéro de juillet-août du Monde de l'Education 1996 allait dans le même sens et nous aurait incité volontiers à l'optimisme si, en marge des articles souvent pertinents, ne s'étaient pas trouvés une publicité exclusivement appuyée sur les divers et nombreux organismes (institutions, cours de vacances, éditions, collections d'ouvrages, dictionnaires, etc.) enseignant et diffusant le français dans l'Hexagone. Si donc, -pour qui sait lire à la manière de Barthes-, le message commercial « francophoniste » perturbait les déclarations pluralistes ouvertes aux cultures d'autrui. Ce qui faisait pressentir un niveau du discours assez éloigné du niveau de la pratique sur le terrain.

Petit rappel : Initiée par De Gaulle, avec l'appui de Senghor, Diori et Bourguiba la Francophonie avait, dès 1962, commencé avec la création de la CONFEMEN, de l'AUFELF et de l'AIFLF. Elle se proposait alors d'établir des liens sectoriels assez souples entre les pays totalement ou partiellement de langue française ; c'était assez naturel en somme, pour les anciennes colonies notamment, et son orientation culturelle ne faisait que légitimer les programmes d'aide à l'enseignement tant secondaire qu'universitaire que la France assumait quasi seule en ces années d'après l'Indépendance.

Cependant quand De Gaulle proclama le « Québec libre » en 1967 on comprit que la francophonie pouvait soudain acquérir une dimension politique non négligeable. Dans ce cas particulier, elle soutenait les aspirations québécoises à l'autonomie face à l'hégémonie de leurs compatriotes plus américanisés ; le « Québec libre » se demande depuis lors si oui ou non il va divorcer d'avec son encombrant jumeau anglophone !

* Ce texte a été publié en condensé dans notre ouvrage : *Histoire de la Littérature négro-africaine*, 2001, Karthala, Paris. Mais nous y avons restitué les passages supprimés et l'avons aussi mis à jour.

¹ R. Beniamino et Didier de Robillard – *Le français dans l'espace francophone* – Champion, Paris, 1993.

² Michel Guillou. -*La mangue et la pomme*, voyage en francophonie, John Libbey, Eurotext Paris, 1995.

« La Francophonie est une idée, un projet qui a aujourd'hui une histoire »³. En trente quatre ans, en effet, la Francophonie n'a cessé d'évoluer, ses structures de se multiplier, ses participants d'augmenter. Ainsi on a pu y intégrer la Pologne et la Hongrie, le Cambodge et le Vietnam. Comment expliquer sinon que 50 pays « partagent au sein de l'Entente francophone la même langue, des valeurs communes, des objectifs identiques et prioritaires » ?

« L'enjeu de la Francophonie ce n'est pas seulement de savoir comment la langue française conservera un destin mondial manifeste, mais de faire en sorte que les francophones partout à travers le monde apportent des réponses adéquates, inventives et attentives aux défis du présent et de l'avenir ».

Et notre auteur précise : « Nous ne célébrons pas de vagues appartenances linguistiques et culturelles, mais la nécessité impérieuse d'une solidarité pratique, agissante... entendez politique, économique, etc.⁴ ».

Cette évolution de la Francophonie entre la convention-traité de Niamey en 1970 et cette déclaration d'un militantisme sans fards en 1995, s'éclaire avec la tenue du premier Sommet Francophone à Paris en 1986. Ce premier Sommet marque la fondation de la Francophonie politique et institutionnelle, et ce tournant amorcé par Mitterrand, sera officialisé par la création d'un secrétariat d'Etat à la Francophonie. Chirac, accédant à son tour à la présidence, va renforcer ce mouvement, sans états d'âme, et avec plus de conviction encore que son prédécesseur.

Tout comme la Négritude en son temps, la Francophonie s'est constituée en idéologie. Génératrice d'ailleurs : les droits de l'homme, la démocratie ; l'espace économique francophone (marché potentiel de 500 millions de personnes) : les industries culturelles et les technologies de télécommunication, dont les autoroutes de l'information sont le point d'aboutissement ; et la multiplication des sites francophones sur Internet devient l'enjeu ultime pour sauvegarder l'exception culturelle... française bien entendu, devant la marée envahissante de l'anglais.

Nous voici loin des objectifs premiers des Bourguiba, Senghor, Jean Marc Léger, Diori... Car dans cet élan activiste la France n'est plus dans une situation de partenaire ; mais elle a résolument pris le leadership, pardon, le commandement. Elle est plus que jamais le centre, la métropole, qui irradie sa vision du monde sur les cultures de la périphérie. Et le français chargé de tant de valeurs morales et de richesses techniques, devient le vecteur linguistique adéquat pour accéder à la fois à l'humanisme et à la modernité.

Cependant nul ne peut nier le fait du recul momentané (?) du français dans le monde. L'anglais a pris la place de la « langue seconde » dans une majorité des pays de la planète, y compris ceux de l'Asie. Enfin dans toute l'Europe, y compris celle du Nord et de l'Est, l'anglais est déjà langue véhiculaire et langue des affaires, la France, l'Espagne, et l'Italie exceptés. Et de moins en moins.

Le français est donc en position défensive sur le plan international et s'efforce d'être au moins « présent » sur les technologies de pointe où l'anglais a déjà envahi tous les réseaux.

Exemple : Internet justement.

C'est dans cet environnement géopolitique qu'il faut interpréter une certaine « arrogance » du français... c'est le coq gaulois qui défend sa francitude. On est toujours le colonisé de quelqu'un...

L'impérialisme cocacola n'est hélas ! pas un mythe, et sa culture est bel et bien « glottophage » comme l'a si bien démontré Jean Louis Calvet⁵, en son temps... La pugnacité du français est donc nécessaire s'il veut résister efficacement au phagocytage anglosaxon.

³ M. Guillou – o.c., p. 33.

⁴ Ibidem.

⁵ L. J. Calvet : *Linguistique et colonisation* : petit traité de glottophagie – Payot 1974.

Il demeure que, en Afrique plus qu'ailleurs, cette dimension politique de la Francophonie est accueillie avec nombre de réserves. Elle souffre de connotations néo-coloniales ou ressenties comme telles sur les territoires des anciennes colonies. Et même au Québec. Écoutons l'écrivain Hedi Bouraoui pourtant tout acquis au français, et qui est professeur à l'Université d'York, Ontario :

« Nous avons dénoncé le centre monopolisant le pouvoir éditorial, financier et promotionnel qu'est Paris, qui contrôle tous les circuits culturels à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Hexagone, et brouille les différences au nom de l'unicité de la langue française. Ainsi, les cultures d'expression françaises, celles des provinces de l'Hexagone, du Québec, des anciennes colonies ou des pays récemment inclus dans les sphères du français, sont rejetées dans une marginalité aliénante » (Quelle francophonie pour demain ? dans *Jeune Afrique* 28 septembre 1995).

Si Bouraoui exagère en incluant les provinces françaises dans la « périphérie », il faut lui donner raison pour le reste...

En dehors même des circuits d'édition et du monopole culturel parisien sur les médias (journaux, revues, éditions, TV5 et autres), il faut remarquer qu'une certaine façon de « vendre » le français d'en faire une promotion appuyée et un éloge continu, « énerve » les milieux intellectuels africains qui rendent cette politique francophone responsable de l'« étouffement » des langues africaines.

Ainsi Guy Ossito Midiohouan, professeur de français à l'Université du Bénin, a écrit un ouvrage à ce sujet où il explique les motifs de cette irritation devant l'ambiguïté du discours francophoniste :

« Contrairement à ce qu'affirme l'idéologie dominante, le fondement de la francophonie n'est pas culturel. Elle répond à des intérêts politiques dont « les liens culturels tissés par la langue française » ne sont qu'alibi...

Nous devons prendre conscience qu'en Afrique nous sommes d'abord et avant tout non pas des francophones mais des Africains »⁶.

Et de s'étonner que de plus en plus une certaine presse mette en valeur dans un écrivain africain, non son originalité, ou son talent, ou sa représentativité nationale, ou la pertinence de son message, mais sa qualité de francophone, qui, pour Midiohouan, est somme toute très secondaire.

Car, comme le rappelle le professeur congolais Takizala Masoso « l'Africain qui s'exprime en français dans des situations quotidiennes ne le fait pas au nom de la francophonie » et l'écrivain pas davantage. Et il rappelle que « le moi profond de tous les Africains se traduit dans les langues africaines ». Ce qui signifie que écrire en français n'équivaut en rien à une adhésion à l'idéologie de la Francophonie : c'est une nuance capitale qu'il conviendrait de saisir pour éviter tout malentendu⁷.

Cette sensation d'être embrigadé dans un combat contre le monde anglo-saxon, gêne profondément les Africains dont la moitié des voisins continentaux parlent l'anglais.

Et c'est enfin le professeur français J. P. Lautenbacher⁸ qui indique, à la suite, combien ces sentiments de frustration sont totalement ignorés des organes de presse française qui ne s'intéressent guère aux opinions contestataires de la « périphérie ».

⁶ Ossito Midiohouan : *Du bon usage de la Francophonie* – CNPMC, Porto Novo 1994.

⁷ En témoignage « populaire » de ce malentendu, voir le courrier envoyé par un lecteur à *Jeune Afrique* du 30 octobre 1997.

⁸ J. P. Lautenbacher : *Du bon usage de la francophonie...* article dans *Bulletin francophone de Finlande* – n° 7 – Jyväskylä 1995.

Cependant que les instances francophones demeurèrent longtemps insensibles à ces accusations et poursuivirent une démarche triomphaliste et missionnaire, de Sommets en Sommets fortement médiatisés.

Sans vouloir trancher dans ce nœud d'incompréhensions mutuelles, nous tenterons seulement de rappeler que le français n'est compris qu'à hauteur de 20 % à 30 % dans les pays africains dits francophones. Que les langues africaines sont toujours et de plus en plus les véhicules réels de la communication quotidienne, vu la « déscolarisation » qui augmente avec la forte démographie, et l'incapacité des gouvernements à augmenter les écoles en proportion suffisante (quoiqu'en disent des statistiques officielles à visée politique).

Que donc les protagonistes du « tout-francophonie » auraient intérêt à prendre quelques précautions.

Ainsi, serait-il abusif de suggérer à ceux qui proposent et disposent de l'importante logistique francophone en Afrique ex-française, d'en user avec plus de tact envers les idiômes de leurs anciens sujets ? De s'intéresser quelque peu à leurs efforts de productions écrites et orales dans ces langues sans pedigree, mais dont Delafosse, Cendrars, Equilbecq, Gilbert Vieillard, Théodore Monod pour ne citer qu'eux, bien avant la guerre, avaient reconnu la richesse et les mérites ?

De ne pas afficher une indifférence, ou un complexe de supériorité tels, que même muets, ils sont inévitablement ressentis comme vexatoires ?

Mais au lieu d'accorder cet intérêt minimum aux langues africaines et d'envisager une reconnaissance qui leur rendrait justice, la politique de la Coopération comme celle de la Francophonie n'ont cessé jusqu'ici de les écarter de leur champ de vision. Et ce n'est que très récemment que leur attitude, ou du moins leur discours commence à changer.

Contrairement à l'attitude adoptée à l'égard des pays de l'Est ou du Vietnam, où l'on propose depuis plusieurs années des classes bilingues Hongrois-français, Vietnamien-français, en Afrique jamais la France ou ses porte-parole n'ont envisagé le *bilinguisme scolaire* : wolof-français, ou ewondo-français, ou bambara-français.

On peut se demander pourquoi ?

D'autre part toute une partie des instances de la Coopération et de la Francophonie semble avoir accepté que le français d'Afrique est condamné à une créolisation inévitable. Les linguistes français sont chargés d'élaborer des lexiques du français du Sénégal, du français de Côte d'Ivoire, du français du Rwanda.

Le petit « Dictionnaire universel » paru chez Hachette à l'intention des élèves Africains présente un grand nombre de termes et d'expressions locales ou encore d'usages inadéquats du lexique français, que n'ont pourtant jamais sanctionnés aucune académie ni université d'Afrique, de France ou d'ailleurs. On a donc pris la liberté de laisser dériver la langue dans les écoles sans contrôle scientifique !

Senghor avait essayé de contrôler ce mouvement en soumettant à l'Académie française certains termes africains. Mais, il a été pris de court par des linguistes amusés par l'exercice et favorisant ainsi l'avènement de plusieurs créoles africains, car ces français d'Afrique se divisent en fonction des langues autochtones qui les informent : ainsi celui du Sénégal est fortement investi par le wolof, celui de Côte d'Ivoire par les dialectes akan, celui du Cameroun par l'ewondo et le pidjin de Douala, celui des deux Congo par le lingala, le lari et autres idiômes parlés à Brazzaville.

On pourrait imaginer ce que donnerait un Congrès interafricain où la langue officielle serait le français d'Afrique. Chaque congressiste se mettant à parler le sien avec de surcroît son accent déformant ; la communication serait si perturbée que l'on reviendrait bien vite au français standard.

Les instances de la Francophonie réunies à Libreville en 2003 semblent avoir enfin pris conscience du problème, ce qui ne veut pas dire qu'elles en aient perçu clairement les solutions.

Ce n'est pas simple en effet. Les Africains ont fait tant de bâtards à la langue française (comme le proposait l'écrivain Massa M. Diabaté) qu'il devient souvent difficile, par ici, de reconnaître la langue de Voltaire, ou même celle de Monsieur de Villepin !

Aussi n'est-il pas étonnant que d'ores et déjà la mort du français en Afrique est annoncée par les linguistes les plus avisés. Ils prédisent la « pidjinisation » inévitable⁹. L'avenir du français d'Afrique serait le « français de Moussa » à Abidjan, Libreville ou Kinshasa. Ce français petit-nègre s'écrit déjà dans maints journaux, ou circule en bandes dessinées, voire même en petits romans populaires.

A ce train-là on peut se demander quel serait l'avenir de la Francophonie en Afrique ? Et si nos écrivains, francophones vrais, ne s'y sentiront pas de plus en plus isolés.

En somme pour avoir refusé le partage volontaire et « fair play » avec les langues africaines, une politique francophone agressive et bornée pourrait obtenir le contraire de son objectif : c'est-à-dire un français local qui serait devenu impropre à un usage culturel de qualité, et non exportable en Afrique comme dans le reste du monde.

Cette créolisation des langues serait donc très dommageable ! Pourquoi ?

« Une langue qui ne serait ni africaine ni française serait deux fois inutile » écrit Pierre Dumont¹⁰ qui fut pourtant à l'origine de ces lexiques locaux.

On y perdrait et le français et les langues africaines, chacune possédant tant de qualités intrinsèques. Le métissage par voie populaire ne peut aboutir qu'à un très grand appauvrissement, dans ce contexte de sous-culture urbaine, dicit la linguiste Aram Diop auteur du Dictionnaire Wolof¹¹.

Le « parler de la rue » abâtardit donc aussi, et c'est grave, les langues locales ; et s'il arrive à remplacer le français standard en Afrique, il perdra toute efficacité comme langue de communication internationale. Le sabir en résultant enfermera davantage l'Afrique sur elle-même. Et ce serait l'échec de toutes les politiques scolaires coloniales, post-coloniales, et nationales. C'est Pierre Dumont¹², encore lui, qui conclut :

« Français et langues africaines pour longtemps encore seront présents ensemble sur la scène scolaire. Il faut donc se remettre au travail pour que cette dualité soit un facteur de progrès et non de sous-développement ».

Il s'agit donc afin de *conserver l'intégrité du français comme des langues africaines*, de se décider enfin, d'enseigner celles-ci dans nos écoles et à tous les niveaux ; de former pour cela convenablement des enseignants qui permettront d'éviter les échecs subis dans cette expérience en Guinée ou à Madagascar. De maintenir par ailleurs ou de redresser s'il y a lieu l'enseignement d'un français correct sans essayer de l'infléchir vers les formes linguistiques africaines, même s'il s'ouvre « aux réalités locales ».

Encore une fois l'Africain n'étudie pas le français par amour¹³ mais par nécessité. Il a donc besoin d'un français opérationnel pour communiquer à l'extérieur de ses frontières.

Quant à sa langue maternelle, il lui faut l'écrire et la développer, voire réapprendre à la parler sans la farcir inconsidérément de mots étrangers qui la corrompent et la dénaturent .

⁹ Chantal Zabus – *The african palimpsest*, indigenization of language in the West african novel.

¹⁰ Pierre Dumont – *L'Afrique peut-elle encore parler français ?* L'Harmattan, 1986 – P. Dumont, J. Blondé, D. Gontier. *Lexique du français du Sénégal* – NEA – EDICEF 1979.

¹¹ Aram Diop, J. Doneux et Dictionnaire Wolof – éd. Karthala 199

¹² Pierre Dumont est actuellement Recteur de l'Université francophone d'Istanbul.

¹³ Sauf exception.